

Dette gouvernementale

Monsieur le président, je pense que la motion que nous avons à débattre ce soir, durant cette journée d'opposition, est une occasion de constater que ceux qui veulent vraiment dépasser les limites d'un parti politique, ceux qui veulent véritablement travailler pour les Canadiens, ont l'occasion de le faire à condition de mettre de côté leur partialité, leur radicalisme, et ce soir je suis prêt à accepter, avec beaucoup d'amitié, avec beaucoup de fraternité, mes amis d'en face qui ont fait l'effort de présenter une résolution et qui ont eu le courage d'exposer à la Chambre leurs points de vue.

Je pense qu'il est temps que nous, comme Canadiens d'expression française, ayons l'occasion de faire réaliser à nos autres collègues que non seulement nous avons le droit d'exprimer notre opinion, mais que nous sommes capables de faire front commun contre les problèmes, et ce soir j'offre ma collaboration à mes amis d'en face. Je leur dirai que j'ai écouté attentivement leurs points de vue et que j'ose espérer que, ensemble, nous pourrons travailler et surtout que nous pourrons aider les gens qui attendent de nous une aide, qui ont le droit de la recevoir et qui, je l'espère, ne seront pas déçus dans l'avenir.

● (2030)

[Traduction]

M. Gordon Ritchie (Dauphin): Monsieur l'Orateur, c'est avec grand plaisir et intérêt que je prends part à ce débat aujourd'hui. Je trouve que cette motion a été présentée par nos collègues du Parti Crédit social à un moment très opportun.

J'aimerais lire la première partie de la motion, qui dit:

Que cette Chambre constate avec désarroi l'accroissement phénoménal de l'endettement du fédéral, des provinces et des municipalités, ce qui est en voie de conduire notre pays à l'éclatement . . .

Bon nombre de personnes en vue s'interrogent sérieusement sur l'endettement de notre économie. Il se peut qu'à l'occasion, le bien-être économique des Canadiens ait été encore plus menacé, par exemple lors de la grande dépression des années 30, mais cela est bien loin déjà et nos critères ne sont plus les mêmes.

On dit que les aspirations des gens sont le fruit du milieu économique dans lequel ils vivent. Il fut un temps où l'économie était beaucoup plus rurale que maintenant et les gens auraient presque pu vivre, bien que pauvrement, dans une société sans argent. Ils trouvaient en grande partie le nécessaire, soit nourriture, logement et vêtements, en milieu rural. Toutefois, plus de personnes vivent maintenant dans les villes et des générations entières ignorent tout de la culture. Tout ce qu'elles savent, c'est qu'on trouve l'essentiel sur les rayons des épiceries. D'aucuns croient que le lait provient d'usines et que le logement est fourni automatiquement par l'État.

Au cours des 25 dernières années—du moins jusqu'en 1974—le monde occidental a connu l'une de ses périodes les plus paisibles et les plus productives. J'ai lu dans un journal, il y a quelque temps, que le premier quart de notre siècle avait été en général assez bon, la deuxième partie avait été marquée par des dépressions et des guerres et la troisième était une période des plus paisibles et des plus prospères. Toutefois, il semble que le dernier quart du siècle sera plus imprévisible et beaucoup plus orageux.

Le Canada a la chance d'avoir des ressources naturelles considérables. Il a surtout la chance d'avoir une politique nationale en matière de pétrole. Lorsque le prix du pétrole

arabe a quadruplé en 1973—et le pétrole est très important pour notre économie—nous n'avons pas été mis hors combat comme ce fut le cas des économies de l'Europe de l'Ouest et des pays en voie de développement.

● (2040)

Quand on compare la situation financière du Canada à celle de ses voisins, cela porte à réfléchir sérieusement. Le Canada, qui est l'un des pays les plus riches du monde, ne mène pas mieux sa barque que bon nombre des pays du tiers monde et ne règle pas mieux qu'eux ses problèmes internes. Je pense que rien ne décrit mieux la situation qu'un article publié dans le numéro du 17 décembre 1976 de la *Gazette* de Montréal. L'auteur y compare le Canada à M. Micawber, personnage imprévoyant d'une histoire de Charles Dickens, qui était toujours endetté, qui était toujours poursuivi par des huissiers et qui espérait toujours que quelque chose le tirerait d'embarras. M. Micawber avait défini sa situation en termes précis: «Revenu annuel 20 livres, dépenses annuelles 20 livres et six pences, résultat, la misère». On pourrait dire du Canada: «Revenu annuel 46 milliards de dollars, dépenses annuelles 51 milliards de dollars, résultat, la misère.» Et si nous n'avons pas encore l'impression d'être dans la misère, c'est parce que le Canada est encore capable d'emprunter les cinq milliards nécessaires pour combler le déficit. Bien entendu, le Canada doit aussi s'occuper de régler la situation au Québec.

Le gouvernement est paralysé depuis le 15 novembre et ignore ce qu'il doit faire à cause d'un fait politique terrifiant, soit que le premier ministre du Québec est bien décidé à séparer cette province du reste de la Confédération. Mais revenons à notre balance de paiements avec l'étranger. Si elle ne s'améliore pas, nous devons faire baisser considérablement notre niveau de vie afin de trouver les fonds nécessaires pour payer le principal et l'intérêt de l'argent emprunté à l'étranger. Tous les députés ont suivi avec beaucoup d'intérêt ce que M. Lévesque a dit aux banquiers à New-York, où il s'était certainement rendu pour demander qu'on ne retire pas l'appui financier au Québec. En général, les observateurs ont dit: «Il obtiendra l'argent, mais cela lui coûtera deux ou trois points de plus».

La dette des Canadiens à l'étranger nous préoccupe énormément. En 1976, le commerce de marchandises du Canada a réalisé un excédent de 620 millions de dollars, ce qui est beaucoup mieux que ce que nous avons pu faire depuis deux ans et demi. De fait, j'ai l'impression que l'excédent est un peu plus élevé en réalité parce que les chiffres proviennent de Statistique Canada. Cependant, pendant le troisième trimestre de l'année dernière, c'est-à-dire notre meilleure période de l'année, le déficit du Canada était quand même de 700 millions de dollars. Autrement dit, il nous a encore fallu emprunter pour subsister. En outre, il ne faut pas oublier qu'à cause de tous ces gens qui vont chercher le soleil dans le sud, on prévoit un déficit de près d'un milliard de dollars pour notre balance du commerce touristique cette année. Ceux qui veulent se faire bronzer feraient bien d'y penser.

Selon une analyse de la situation faite par la Banque canadienne impériale de Commerce, le Canada aura un surplus d'environ 1.2 milliard de dollars pour le commerce des marchandises cette année, mais un déficit d'environ 5.8 milliards de dollars pour les autres transactions. Les sommes que nous devons verser représentent essentiellement le principal,